

BILLET D'HUMEUR D'HUMOUR

La nouvelle trouvaille de la DSPAP : Subordonner ses effectifs aux GAFA et autres géants du web! comme « certificateurs d'achats sur internet »...

Il semble qu'aujourd'hui rien n'arrête notre administration à son plus haut niveau pour renouveler, inventer et *in fine* dévaloriser, n'ayons pas peur d'utiliser le mot, les missions des effectifs de la Police Nationale au moment pourtant où la multiplication des tâches confiées, dans un contexte sécuritaire compliqué que chacun d'entre nous connaît, nous conduirait au contraire à recentrer les effectifs sur leurs missions essentielles.

Ainsi, un projet émanant de la DSPAP visait il y a quelques jours encore à organiser une **expérimentation au sein de trois commissariats parisiens** (des 11^{ème}, 13^{ème} et 17^{ème} arrondissements) afin de **sécuriser la finalisation des transactions entre particuliers conclues sur des sites internet commerciaux**.

Vous ne rêvez pas, en pratique, ce projet signifiait qu'à l'avenir des transactions initiées entre particuliers sur les sites internet (ebay, le bon coin, particuliers à particuliers ...sans aucune exhaustivité en la matière) pourraient se conclure en fixant rendez-vous à proximité ou au sein des commissariats de police parisiens en présence d'effectifs de ces services, dédiés à cette mission .

L'utilisation d'un espace réservé à cette fin, dans des locaux de police ou près de ceux-ci, serait à l'initiative d'une des parties souhaitant se rassurer par exemple sur la qualité réelle de l'objet vendu/acheté ou des fonds versés. Ce nouveau « dispositif policier » visait en théorie à dissuader les escroqueries et agressions qui sembleraient s'être multipliées en ce domaine ces derniers temps.

Nulle réflexion juridique sur la responsabilité civile ou pénale éventuelle des effectifs de police ainsi engagés par leur présence à valider la transaction n'était conduite au préalable à cette décision d'expérimentation.

Nulle évaluation des volumes considérables de transactions à prendre en compte dans les locaux de police, par exemple les week-end, n'était opérée.

Nulle réflexion sur la perte de sens de notre métier conduisant des policiers déjà souvent démotivés, à se transformer bénévolement en transitaires commerciaux....



Si le souci, peut-être louable, de vouloir réduire les plaintes comme les faits d'abus de confiance, voire d'agressions physiques a pu conduire à ce type de réflexion au plus haut niveau de la police parisienne, le tollé suscité par cette initiative semble avoir aujourd'hui conduit le **Préfet de Police à en suspendre immédiatement la mise en oeuvre**.

Le SICP ne peut que saluer cette décision prise sous le sceau du bon sens au moment où cette même Préfecture de Police doit trouver, comme partout en France, des effectifs pour résoudre la crise dorénavant systémique des vocations en investigations, prendre à bras le corps de nouvelles missions comme la sécurisation du nouveau TGI de Paris (plus de 389 ETP à trouver en plus des 230 ETP déjà mobilisés pour la gestion du dépôt...) ou le déploiement d'effectifs fidélisés dans le cadre de la Police de Sécurité du Quotidien et ses Quartiers de Reconquête Républicaine.

Notre organisation reste, par le biais de ses mandants et de ses délégués au sein de la DSPAP, en alerte car nos collègues n'ont à ce jour pas encore reçu d'instruction officielle écrite pour mettre un terme à ce que certains ont pu qualifier de **gadget médiatique et même de véritable farce...**

Faisant le pari de la fuite en avant, nous aurions aussi pu imaginer, pourquoi pas, que notre institution développe les services à la personne pour garder les enfants, assister les personnes âgées voire sécuriser les rendez-vous issus de sites de rencontre puisqu'en ces domaines aussi les agressions et donc les plaintes se multiplient.



Toutes ces démarches théoriquement fort louables en termes de service public et de lien social n'incombent pourtant en aucun cas à la Police Nationale.

Notre organisation ne peut, une nouvelle fois encore, qu'être affligée par le tropisme de certaines de nos plus hautes autorités à s'estimer systématiquement compétentes et responsables de tous les maux de la société alors même qu'il nous est déjà suffisamment difficile de mener à bien nos missions quotidiennes élémentaires et lorsque l'action d'autres Ministères pourtant essentielle à la lutte contre la sécurité n'est jamais évaluée ou remise en cause...



L'avenir
du
commissariat
parisien
?